Motion présentée par les élus des personnels d'enseignement et d'éducation du collège Jouffroy d'Abbans

Les élus des personnels d'enseignement et d'éducation du collège Jouffroy d'Abbans témoignent par la présente motion de leur opposition ferme à l'actuelle réforme du collège qui fait disparaître les classes bilangues, qui menace l'enseignement de la langue allemande, qui détruit le dispositif DP3 et qui dégrade l'enseignement du latin sous prétexte de lutter contre un prétendu élitisme qui n'existe pas dans notre collège. Dans le contexte social et culturel du collège Jouffroy d'Abbans, nous dénonçons la destruction de dispositifs qui permettent actuellement aux élèves, quel que soit leur niveau social, de bénéficier dans des conditions satisfaisantes de l'apprentissage d'une deuxième langue dès la classe de 6ème, de l'enseignement du latin de la classe de 5ème à la classe de 3ème, de la découverte professionnelle en classe de 3ème et qui seront remplacés par des dispositifs boiteux, dont la pérennité n'est pas assurée et qui devront être organisés au détriment d'autres disciplines.

Nous exprimons aussi notre opposition à la baisse des horaires disciplinaires, qui, quoi qu'on en dise, sera une réalité dès la rentrée prochaine puisque chacun des nouveaux dispositifs (les Enseignements Pratiques Interdisciplinaires et l'Accompagnement Personnalisé) instaurés par la réforme du collège amputera le volume horaire dédié à certaines disciplines en fonction des choix du conseil pédagogique et du conseil d'administration. De plus, le flou entourant la finalité et la mise en place concrète de ces dispositifs nous amène à douter fortement de leur intérêt.

Nous n'acceptons pas l'affaiblissement du cadre national de l'organisation des enseignements, la mise en concurrence accrue des collèges entre eux ainsi que la mise en concurrence des disciplines au sein de chaque collège.

Nous exprimons notre plus vive inquiétude devant la mise en place simultanée et précipitée des nouveaux cycles d'enseignement, des nouveaux programmes, du nouveau livret de compétences, du nouveau diplôme national du brevet, de la nouvelle organisation du collège et des nouvelles modalités d'évaluation des élèves dès la rentrée 2016.

Nous estimons que ce déferlement de changements complexes et brutaux ne permet pas d'envisager de réaliser la rentrée 2016 dans des conditions satisfaisantes, pour les élèves comme pour les professeurs.

Enfin, nous exprimons notre mécontentement face aux institutions qui traitent avec mépris les professeurs et leurs syndicats en refusant d'engager le dialogue avec eux et en ne répondant pas aux inquiétudes.